

Manifeste Humaniste d'Anticrise

19 avril 2008

État des lieux.

Comment faire face en profondeur à une crise systémique mondiale ?

Nous faisons l'hypothèse que la crise financière et économique mondiale résistera aux mesures actuellement mises en œuvre par les États ou par les institutions internationales. Il est même vraisemblable qu'elle s'aggravera. Elle est en effet, selon l'expression désormais obligée, « systémique » en ce sens qu'elle révèle le double vice des systèmes politiques actuels:

- + Penser que le libéralisme et la concurrence peuvent apporter les meilleures solutions possibles aux problèmes de l'avenir du monde, alors que les régulations publiques n'apportent que des maux.*
- + Penser que la croissance des consommations publiques et privées peut se poursuivre indéfiniment, alors que les ressources sont limitées et que les déchets s'accumulent.*
- + Les phénomènes économiques les plus préoccupants sont aujourd'hui, avec la crise des liquidités, la difficulté d'accès au crédit due aux perspectives de récession; l'évolution négative des bourses; la chute de la demande et de la consommation; la surcapacité de production inutilisée qui en résulte et l'augmentation des coûts fixes non absorbés; le spectre du chômage. Comment peut-on rétablir l'équilibre entre la productivité, l'emploi et le pouvoir d'achat qui en découle, en soutenant l'activité des sociétés cotées en bourse ?*
- + La bulle financière soutenue récemment encore aux États-unis – celle des crédits "subprime" – était basée sur l'espoir d'une hausse du revenu et sur la croissance de la valeur immobilière, mais avec une sous-évaluation du risque. La bulle humanitaire pourrait aussi être basée sur l'espoir d'une hausse du revenu et de la valeur des investissements dans des pays peuplés de gens désireux de progresser et pleins de dignité. L'Asie a les liquidités, les États-unis a la technologie, l'Europe a du cœur, des idées et des projets de PME, les pays pauvres ont deux ou trois milliards de candidats au*

progrès économique sur qui investir dans une optique à long terme.

- + Au moment où nous devenons plus pauvres, le soutien aux vrais pays pauvres aura un coût relatif mais il rapportera énormément. Combien a coûté la bulle des crédits "subprime" rien qu'aux États-Unis ? Dix trillions de dollars ? D'autre part, combien a-t-on investi, au cours des dix dernières années, dans les pays pauvres pour les faire participer à la croissance économique ? Aujourd'hui nous sommes heureux que la riche Chine - l'Occident l'a aidée à se développer économiquement - participe à la solution de la crise globale, mais on peut imaginer un avenir où l'Afrique, le sud-est asiatique ou l'Amérique latine seraient riches.*
- + Aux États-Unis on envisage, pour résorber la bulle financière qui menace le monde entier, d'en créer une autre - peut-être liée à l'énergie ou au marché automobile - avec les seules liquidités disponibles, celles de la Chine. Il est probable que cette nouvelle bulle ignorera encore plus la partie du monde qui n'a pas accès au bien-être.*

*Nous estimons qu'il est bon, dans une large mesure et malgré les dégâts, que cette crise résiste aux mesures actuellement décidées pour la combattre, car elle obligera les États à s'attaquer aux deux causes majeures de la crise, résumées ci-dessus : **libéralisme et croissance des consommations.***

L'Europe peut et doit proposer au reste du monde des politiques s'en prenant directement à ces deux causes de la crise. Pendant tout le 20^{ème} siècle elle a expérimenté concrètement, face à la rareté, des politiques de régulation publique et de restriction des consommations. Ces politiques n'ont pas laissé de bons souvenirs dans les esprits. Mais avec le recul, on s'aperçoit qu'avec quelques adaptations, elles pourraient aujourd'hui offrir de bonnes solutions à la crise mondiale.

Des ébauches de solution.

Les grands pays européens, Grande-Bretagne, France et Allemagne, notamment, ont gardé des traditions d'interventionnisme public certes différentes, mais qui pourraient fournir un arsenal de mesures à la hauteur des enjeux actuels.

Les partis de gouvernement, dans ces pays comme dans les autres pays européens, parmi lesquels il faut nécessairement comprendre la Russie, devraient donc s'entendre au plus vite sur un programme minimum d'interventions dont l'Union européenne se ferait le champion, en son sein comme dans le reste du monde.

Pourquoi dans le reste du monde ? Parce qu'avec la crise économique et financière et l'affaiblissement de la puissance américaine, la planète sera dans les mois qui viennent parcourue de tensions violentes. Or une Eurasie puissante et exemplaire pourra contribuer à les calmer, notamment en soutenant politiquement et financièrement toutes initiatives stratégiques utiles provenant de la communauté internationale.

On pourrait, lancer un processus économique créatif de dimension planétaire qui rétablirait une croissance plus durable. Autrement dit, une bulle de solidarité qui impliquerait les pays pauvres. Une bulle humanitaire qui corrigerait l'erreur de l'autre bulle, celle du développement égoïste, fruit de la crise des valeurs humaines.

Alors pourquoi ne pas envisager - au lieu d'une autre bulle correctrice, égoïste et à court terme - une bulle solidaire à long terme qui générerait une augmentation de la production et de l'emploi en finançant la consommation et les investissements dans les pays pauvres ? Qui permettrait à quelque trois milliards d'êtres humains de participer, dans quelques années, à la croissance du système économique tout entier ? Des gens prêts tout de suite à exprimer une demande essentielle pour l'Occident et à s'impliquer dans des projets d'infrastructures et de production, des projets de formation professionnelle et de connaissance scientifique.

Ce projet suppose des financements à long terme et à taux très bas, ce qui représente le plus gros effort pour les gouvernements. Mais les gouvernements qui ont garanti les crédits "subprime" pourront facilement garantir des ouvrages d'infrastructure; avec un petit effort, ils pourront garantir des entreprises de production qui seront créées en joint-venture (entreprise commune) dans les pays pauvres et dans des secteurs-clés comme l'alimentaire. Un exemple de réussite est la Grameen Danone food au Bangladesh. On pourrait concevoir et réaliser des écoles et des banques en joint-venture. On pourrait investir surtout dans internet et dans le commerce par courrier électronique, pour aider ces populations à entrer directement dans le circuit commercial avec leurs produits, contrôlables qualitativement.

Les politiques que l'Europe devrait, en s'appuyant sur son expérience, proposer au monde dans les mois prochains, reposeraient sur trois piliers:

Le pilier financier et économique

Celui-ci comporterait cinq grands volets complémentaires :

- 1. La prise de contrôle par les États, temporaire ou durable, pour un euro symbolique, de l'ensemble du système des banques et assurances européennes, avec entrée d'administrateurs publics au conseil des établissements et la remise en service obligée du marché des prêts interbancaires. Ceci sans un euro pris aux contribuables (à la différence des plans dispendieux et irréaliste actuel, de 1000 milliards de dollars), l'objectif étant de rétablir - de gré ou de force - la confiance naturelle entre banques afin de leur permettre de rejouer dans les plus brefs délais leur rôle normal de soutien à l'économie. Rappelons que le rôle des banques est de collecter des épargnes pour financer des investissements productifs et non pour spéculer.*
- 2. La mobilisation du quart des épargnes nationales, et ce via des incitations fiscales fortes, dans des fonds publics d'intervention offensifs et pas seulement défensifs, destinés à financer de nouveaux investissements faisant appel aux diverses technologies émergentes (exemple : électricité verte, automobile électrique, maisons « passives », agriculture durable....). L'Europe dispose en effet des cerveaux et des bases industrielles lui permettant de montrer la voie aux autres puissances dans ces domaines, à la fois pour la recherche, la production et la vente de produits et services innovants. Ce serait une illusion de croire que les fonds souverains non européens pourraient financer de tels investissements sans prendre en gage l'ensemble des sociétés européennes.*
- 3. L'entrée de capitaux publics, avec au moins une minorité de blocage, dans toutes les entreprises stratégiques existantes et aussi dans les entreprises nouvellement créées appartenant aux secteurs émergents jugés politiquement stratégiques. Parallèlement, on développera de nouveaux services publics dans les domaines où les initiatives individuelles n'ont pas la puissance ou l'indépendance nécessaires.*
- 4. La mise en place d'une protection sociale minimale toute la vie durant, garantie aux travailleurs et citoyens européens.*

5. *La mise en œuvre de réglementations protectrices de ces nouvelles activités, et ceci tout le temps qu'il sera nécessaire, sur le modèle de l'État régalien dit aussi néo colbertiste.*

Le pilier de la décroissance « raisonnée »

Il s'agirait de prendre enfin acte que l'avenir de la planète exige de toute urgence la décroissance radicale de toutes les activités destructrices des équilibres climatiques et de la biodiversité. Celle-ci serait compensée, et au-delà, par une croissance des activités intellectuelles et culturelles sans impacts sur l'environnement. Trois grands domaines d'action devraient être envisagés :

1. *Favoriser la décroissance des productions et consommations destructrices : par exemple abandon du pétrole et des technologies sociétales associées, automobile et modes d'urbanisation sous leur formes actuelles...et assurer la reconversion à long terme des forces productives et des habitudes de consommation vers des activités non destructrices.*
2. *Donner la priorité aux équipements et aux politiques de recherche scientifique, d'enseignement supérieur et plus généralement d'éducation.*
3. *Encourager le développement d' « industries culturelles » libérées des pressions en faveur des consommations commerciales. Il devrait s'agir en particulier de structures décentralisées et participatives favorisant l'investissement intellectuel, la création et l'auto-formation à travers les réseaux numériques.*

La planification souple

Ajoutons que le minimum de coordination de ces diverses politiques nécessitera d'associer les États et les institutions européennes aux différentes catégories d'intérêts représentant les sociétés dans leur ensemble. Il faudra le faire au sein de structures de planification souple (dites par certains « à la française ») dans tous les domaines stratégiques, opérant en coordination avec les institutions politiques. L'organisation sur le long terme de la décroissance des activités destructrices et leur remplacement par de nouvelles croissances non destructrices sera l'une des priorités de ces structures de planification.

*Dr. hc. GUY TURCHANY Prof. of Town and country planning, Environmental management and Sustainable Development.
Member of the Executive Committee of the International University of Sustainable Development IUSDD and the European
Center for Culture CEC.
Member of the Hungarian National Accrediting Committee and the Committee of E.A.S. Accreditation.
Expert No. EG19987B07638 of the European Commission and SZ-0701-78 of Tempus*

Aux objections relatives au manque de fonds et aux risques excessifs on peut opposer les expériences de Muhammad Yunus, prix Nobel de la paix, sur le microcrédit : le risque est faible chez les peuples pauvres, qui donnent en garantie un bien plus précieux : leur propre vie. Les vraies bulles, les négatives, se forment quand on fausse les prix et les conditions de marché, pas quand on soutient l'entrée progressive de milliards de gens dans le circuit économique. Ils seraient pour nous une richesse, y compris au plan moral. Une bulle solidaire donc, une bulle humanitaire sans aucun risque, mais qui pourrait, au contraire, nous sauver.